

à la somme de \$114,558,259, ou de \$114,068,277, une fois déduit le déficit de la première année d'administration libérale.

M. HENDERSON: L'honorable député me permettra-t-il d'interjeter ici une question?

M. SCHELL: Certainement.

M. HENDERSON: Aurait-il l'obligeance de nous dire ce que sont devenus tous ces excédents?

M. SCHELL: Avec le plus grand plaisir. Les excédents accumulés par le Gouvernement ont été absorbés par des dépenses imputables sur le compte du capital. L'honorable député qui siège ici depuis nombre d'années devrait, semble-t-il, le savoir.

M. HENDERSON: Alors, ce n'étaient donc pas des excédents?

M. SCHELL: C'étaient des excédents par rapport aux dépenses ordinaires courantes. L'honorable député (M. Henderson) siège depuis trop longtemps dans cette enceinte, à mon avis, pour être aussi peu renseigné qu'il le laisse voir. Il est dans la politique depuis assez longtemps pour savoir parfaitement quel est le mode de tenue de livres de l'administration, tant sous le régime actuel que sous le régime conservateur. Mais puisqu'il me demande ce que sont devenus ces excédents, je me fais un réel plaisir de l'informer qu'ils ont été absorbés par l'exécution de travaux publics qui forment partie de l'actif de la Confédération: non pas qu'ils constituent du capital liquide, portant intérêt; mais, du moins, contribuent-ils indirectement à la richesse, au développement et à la prospérité du pays. On me permettra de signaler, à titre d'exemple, l'emploi qui a été fait de ces excédents dans certains cas. Et d'abord, l'approfondissement de nos canaux. L'honorable député va-t-il prétendre qu'une telle utilisation de nos capitaux a été inopportune? Or, depuis que le Gouvernement actuel a été constitué, la dépense de ce chef a été de \$28,385,227. Autre exemple: l'amélioration du port de Montréal et du chenal maritime du Saint-Laurent. Va-t-on prétendre que ce n'est pas là une grande entreprise d'intérêt national pour le Canada ou qui ne contribue pas immentement à la prospérité et au bien-être général du pays? Le Gouvernement actuel a dépensé de ce chef \$7,663 062. Puis, sous forme de primes ou de subventions aux chemins de fer dans toute l'étendue du Dominion, il a été dépensé \$24,679,973; sur les ports de Fort-William, Port-Arthur et Port-Colborne, il a été dépensé, \$2,276,303, et sur le port de Québec, \$765 225. Ce sont là quelques-uns des emplois qui ont été faits des excédents signalés à l'attention de la Chambre. J'ai dit qu'il s'était produit des excédents au total de \$114,000,000, et que les dépenses imputables sur le compte du capital s'étaient élevées durant les douze

années et trois quarts du régime libéral à \$212,000,000.

Il est vrai que notre dette s'est accrue quelque peu, et de toute nécessité elle devait s'accroître, puisqu'avec des excédents de 114 millions, nous avons dépensé une somme de 212 millions, imputable sur le capital; c'est dire qu'il nous a fallu emprunter pour parer à cette plus-value des dépenses de premier établissement. Mais abstraction faite de ce qui a été dépensé sur le chemin de fer national transcontinental et sur le pont de Québec, soit \$58,500,000, tout ce que le Gouvernement a dû emprunter durant cette période de douze années et trois quarts, c'est une somme d'à peu près 7 millions. C'est le résultat, je le répète, de la sage administration de nos finances par le Gouvernement actuel, qui, abstraction faite des frais imposés par la construction du chemin de fer national transcontinental, a pu se contenter d'emprunter 7 millions. Et d'autre part, qu'est-ce que l'ancien Gouvernement a bien à son actif? Durant les dix-huit années qu'il a existé, le Gouvernement conservateur a fait une dépense totale imputable sur le compte du capital de \$167,162,252. Ses recettes dans l'intervalle ont-elles suffi, ou à peu près, à solder cette dépense? Non. Nous croyons qu'il fut contraint de recourir à l'emprunt, que les recettes ne furent pas suffisantes pour assurer, une fois les dépenses courantes soldées, de forts excédents applicables à des dépenses de premier établissement; durant les dix-huit années que les conservateurs furent au pouvoir, ils ne réussirent à prélever que \$49,000,000, des \$167,000,000 qu'ils dépensèrent sur le compte du capital. C'est-à-dire qu'il leur fallut recourir aux capitalistes anglais et s'endetter à concurrence de \$118,000,000, tandis que le Gouvernement actuel a pu se contenter d'emprunter \$7,000,000, dans les douze années et trois quarts de son existence. On va me dire, sans doute, que le Gouvernement conservateur a construit le chemin de fer canadien du Pacifique. Or, si vous faites abstraction, d'une part du chemin de fer transcontinental, et de l'autre du chemin de fer canadien du Pacifique, vous constaterez que le Gouvernement conservateur a dû emprunter cinq fois plus que le Gouvernement actuel en vue de l'administration de nos affaires publiques.

L'honorable député de Simcoe-nord, comme nombre de ses collègues de la gauche, semble d'avis que la balance du commerce étant contre nous, c'est l'indice que le pays n'est pas aussi prospère qu'il devrait être. Il n'y a pas lieu de s'étonner si nos amis de la gauche voient un danger dans une balance adverse du commerce, car sous le régime conservateur les résultats n'ont pas été très brillants à cet égard, et leur esprit en est resté vivement frappé, semble-t-il. Un examen rapide de la situation m'a fait